

aura encore une occasion, au cours de cette session, de présenter sa thèse lorsque nous traiterons d'un sujet qui s'en accommode mieux.

M. Orlikow: Les commentaires du ministre m'ont intéressé. A un certain moment, il nous a dit que les motifs...

M. le président: A l'ordre, je vous prie. Je me demande si le député de Winnipeg-Nord se propose d'aider la présidence à en arriver à une décision quant à la recevabilité de l'amendement?

M. Orlikow: Monsieur le président, je voulais faire quelques commentaires sur des points soulevés par le ministre. Nous avons entendu, à la Chambre, divers arguments quant à la pertinence des amendements, mais il me semble que rien n'est plus pertinent que les 200 millions de dollars que chaque année les consommateurs canadiens sont forcés de payer en trop en ce qui touche les ordonnances pharmaceutiques.

C'est un montant considérable, et nous devrions nous efforcer de savoir comment il est dépensé. Le ministre a avancé que l'amendement était inacceptable parce que le bill a pour objet de permettre au ministre de nommer des conseils consultatifs chargés de l'aider. Quant à moi, j'avais l'impression que le bill avait pour but d'aider les consommateurs. Je ne vois rien qui puisse mieux aider les consommateurs que de leur permettre de se procurer des médicaments d'ordonnance à des prix raisonnables.

M. le président: A l'ordre. Je crois que le député de Winnipeg-Nord est en train de discuter l'amendement. La présidence veut entendre les arguments pour ou contre l'admissibilité de l'amendement, avant de se prononcer.

M. Orlikow: Monsieur le président, mon argumentation serait plus claire si je citais pour Votre Honneur les dispositions de l'article 6 (1) a), qui se lisent comme suit:

(1) Dans l'exercice des pouvoirs et l'accomplissement des devoirs et fonctions que la présente loi lui attribue en ce qui a trait à la consommation, le ministre doit (a) instaurer, recommander ou entreprendre des programmes destinés à défavoriser les intérêts du consommateur canadien;

Il est donc évident que toute mesure qui permet au consommateur canadien d'épargner est admissible. L'amendement proposé par le député de Waterloo-Sud aiderait sensiblement nos consommateurs à économiser et, partant, favoriserait leur bien-être. Le texte dont j'ai donné lecture accorde au ministre le

[L'hon. M. Turner.]

pouvoir d'accomplir précisément ce que nous recherchons. Nous pouvons prouver au-delà de tout doute que notre amendement en vaut vraiment la peine, et, me semble-t-il, Votre Honneur devrait le juger recevable.

Je veux soulever un autre point. Pendant tout le débat, le ministre a déclaré: «Je ne discuterai pas votre proposition; le moment, l'endroit et le bill sont mal choisis, et vous ne devriez pas la présenter actuellement.» Il a laissé entendre que nous pourrions fort bien présenter nos propositions à l'égard de la loi sur les marques de commerce et de la loi sur les brevets. Je lui répond qu'il est douteux que la Chambre en vienne jamais à ces mesures législatives, au rythme où elle progresse. Et encore, je prétends que notre proposition d'établir une société de la Couronne chargée de fabriquer et de distribuer les médicaments d'ordonnance, qui constitue le fond de notre amendement, n'aura pas davantage à voir avec la loi sur les brevets et la loi sur les marques de commerce, quand elle sera présentée, que les remarques actuelles du ministre avec l'amendement. Je prétends que celui-ci est recevable et que le comité devrait l'appuyer.

M. Saltsman: J'aimerais traiter de certains points soulevés par le ministre au sujet de l'admissibilité de l'amendement, de la question de pertinence en particulier. L'amendement ne saurait être plus à propos, car aucune autre mesure que je connaisse ne réussirait à aider les consommateurs de médicaments au Canada autant que lui si on l'insérait dans la loi.

Le ministre a aussi parlé de la dépense qu'entraînerait l'amendement. Nous ne parlons pas de dépenses supplémentaires. La société de la Couronne que mentionne l'amendement subviendrait à ses propres frais, supposons-nous. Elle ne toucherait pas de gratification, si je puis m'exprimer ainsi. Elle pourrait subvenir à ses besoins et concurrencer avec succès les compagnies de médicaments tout en réalisant quelques bénéfices avec ses investissements.

Notre proposition se révèle extrêmement pratique, car l'industrie canadienne des médicaments a besoin d'une saine concurrence. Seul le gouvernement, avec ses ressources, peut établir une société de la Couronne qui, sans entraîner de dépenses supplémentaires, offrirait aux compagnies de médicaments une bonne concurrence.

M. le président: A l'ordre. Le député de Waterloo-Sud discute de l'amendement. La présidence demande au comité des arguments